

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

CH. CERISIER

## Un peu de statistique guyanaise

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 38 (1897), p. 331-332

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1897\\_\\_38\\_\\_331\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1897__38__331_0)

© Société de statistique de Paris, 1897, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

II.

UN PEU DE STATISTIQUE GUYANAISE.

La France aux Français dans la question transports.

Il est facile de consulter un travail sérieux, de la Chambre du commerce extérieur, appuyé d'un rapport officiel de l'agent consulaire de France, qui me paraît empreint d'un certain esprit de patriotisme et d'une largeur de vues qu'on ne saurait négliger, quand il s'agit de l'avenir et surtout de la prospérité de la France continentale d'Europe comme de la France coloniale, et notamment de la Guyane française. On trouvera ce travail dans un Bulletin du 1<sup>er</sup> mars 1894, et il a encore toute son actualité.

Puisqu'à notre époque, en arithmétique, l'addition et la soustraction sont les premiers éléments par lesquels on doit débiter en comptabilité, puisque la multiplication et la division n'en sont que la conséquence, la *statistique* est toujours là, au moins pour faire connaître la véritable orientation profitable, autrement dit la direction économique, quand ce ne serait que pour calmer les emballements ou empêcher les enthousiasmes de se laisser inconsciemment engouffrer dans une voie dangereuse ou désavantageuse en vue des résultats futurs ou des espoirs comptés.

Il s'agit ici d'un projet, toujours vivant d'ailleurs, qui aurait pu avoir des résultats très appréciables et sensibles pour la Guyane, colonie française, surtout dans la sphère maritime, agricole, commerciale et industrielle, si certains éléments statistiques, résultats d'un enregistrement normal, consciencieux et régulier, pouvaient être appréciés et même discutés dans leur brutale indication par tous les intéressés compétents.

Ce n'est pas le cas de dédaigner, par exemple, des tableaux officiels statistiques qui ont pour objet de prouver qu'en Guyane française, à Cayenne, il était possible de se trouver à 13 jours de France, au maximum, au lieu de 22, et qu'on avait réel intérêt à s'occuper quand même de cette vieille colonie de tradition, à propos des relations.

Il ne faut pas se dissimuler, dans la circonstance, que la solution appartient surtout en fait, et depuis longtemps d'ailleurs, à un perfectionnement de *notre marine marchande purement nationale*. C'est donc à celle-ci qu'incombe le soin de rattraper tout au moins le temps perdu. Il n'est pas encore trop tard, si toutefois nous possédons encore le sentiment d'une colonisation moins sentimentale.

D'après la statistique, le mouvement commercial se traduirait, pour Cayenne, par les chiffres suivants :

Importation de France . . .	9 179 282 fr	pour 1881.	7 889 582 fr	pour 1890.
Soit, diminution :	1 289 700 fr.			
Exportation pour la France .	884 404 fr	pour 1881.	4 308 922 fr	pour 1890.
Soit, augmentation :	3 424 518 fr.			

N'est-ce pas une indication fort intéressante en vue des améliorations indispensables, en l'espèce, que cette diminution dans l'importation, et cette augmentation, plus que sensible, dans l'exportation.

Un bon point donc en faveur du pays, surtout depuis 1884, époque à partir de laquelle les exportations d'or, surtout, ont pris une extension ascendante, pendant qu'il y avait aussi, à côté, d'autres éléments naturels susceptibles de développements appréciables, quand ce ne serait que les anciennes cultures, constituant toujours des bases de travail et d'activité préférables à un *statu quo* préjudiciable ou à une satisfaction mêlée d'indifférence ou d'égoïsme.

En 1887, la navigation commerciale donnait, approximativement, 80 à 90 navires, jauge 35 000 tonneaux, pour porter en France, ou ailleurs, du cacao, du café, des plumes, du rocou, de l'or natif fondu ou non fondu, des bois d'ébénisterie, du girofle, un peu de caoutchouc; et la production aurifère du pays atteignait, dans l'année, 1 664 kilogr., résultat de 369 permis d'exploitation accordés sur 800 000 hectares de superficie. En 1879, le même rendement avait atteint 2 174 kilogr. En 1896, il est de 981 kilogr. pour 4 mois, soit, pour l'année, 2 700 kilogr. en chiffres ronds, et, en 1897, de 1 777 kilogr. 958 gr. au 1<sup>er</sup> juillet pour une demi-année.

Pourtant le pays, lui-même, semble ne pas avoir, comparativement à ses voisins, prospéré, et aspire quand même à une ère d'appréciation meilleure. La raison réside peut-être dans les systèmes de mise en valeur jusqu'ici employés, qu'il est toujours temps de perfectionner. Dans tous les cas, il y a grand intérêt, pour les intéressés locaux, à raccourcir les distances, à communiquer avec la métropole en 13 jours au lieu de 22, économie de temps et d'argent, si le bien-être n'est qu'un accessoire, et cela peut s'obtenir par une amélioration des communications et lignes de correspondance ou la modification de durée des traversées. C'est donc en matière de navigation commerciale et de transports qu'il faut chercher le remède. On verra la suite, et nos lignes de navigation y sont toutes intéressées.

La statistique semble démontrer qu'en fait de territoires productifs, nous ne sommes pas les derniers, et que nous possédons des éléments pour tous les appétits comme pour tous les tempéraments, à la seule condition d'être mieux connus, peut-être plus vulgarisés et plus appréciés.

En fin de compte, quand nous voyons entrer à la Guyane 35 navires français contre 45 étrangers, ou en sortir 45 français contre 46 étrangers, le devoir s'impose de chercher à améliorer la situation dans cette concurrence de bon aloi et de ne pas s'endormir dans les satisfactions purement platoniques de l'Eldorado.

Cayenne, 16 août 1897.

Ch. CERISIER.

---